
La Russie a-t-elle une stratégie en Asie centrale ?



Bobo Lo

Janvier 2015

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

**Centre Russie/NEI,
© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2015
ISBN : 978-2-36567-343-3**

IFRI
27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60
E-MAIL : ifri@ifri.org

IFRI-Bruxelles
RUE MARIE-THERESE, 21
1000 BRUXELLES
TEL. : 32(2) 238 51 10
FAX : 32 (2) 238 51 15
E-MAIL : bruxelles@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

« Russie.Nei.Visions » est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldova, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez vous abonner gratuitement en écrivant à l'adresse suivante : campagne@ifri.org

Derniers numéros

– M. Koscienkowski, W. Schreiber, *Les minorités nationales en Moldavie : pourquoi sont-elles eurosceptiques ?*, « Russie.Nei.Visions », n°81, novembre 2014.

– N. Tynkkynen, *La Russie et la politique climatique globale*, « Russie.Nei.Visions », n°80, septembre 2014.

– P. Kiryushin, *Economie verte : opportunités et contraintes pour les compagnies russes*, « Russie.Nei.Visions », n°79, août 2014.

Auteur

Bobo Lo est un expert indépendant et chercheur associé au Centre Russie-NEI de l'Ifri. Il a été directeur des programmes Chine et Russie au Centre for European Reform (Londres), directeur du programme Russie et Eurasie à Chatham House et chef de mission adjoint de l'Ambassade australienne à Moscou. Bobo Lo est titulaire d'un master de l'Université d'Oxford et d'un doctorat de l'Université de Melbourne. Ses nombreux travaux se focalisent sur les politiques étrangères russe et chinoise.

Parmi ses dernières publications :

– *Russia and the New World Disorder*, Brookings et Chatham House, à paraître au printemps 2015.

– *Russia's Eastern Direction – Distinguishing the Real from the Virtual*, « Russie.Nei.Reports », n°17, Paris, Ifri, janvier 2014.

– *A 21st Century Myth – Authoritarian Modernization in Russia and China*, Carnegie Moscow Center, 2012 (avec Lilia Shevtsova).

– *Axis of Convenience : Moscow, Beijing and the New Geopolitics*, Brookings et Chatham House, 2008.

Résumé

La politique extérieure russe a négligé l'Asie centrale durant une grande partie de l'époque postsoviétique. Les choses évoluent désormais : les conjonctures régionale et internationale poussent Moscou à s'intéresser de plus en plus à l'Asie centrale. Cette dernière est en fait un élément clé dans le dessein de Vladimir Poutine qui vise à faire de la Russie l'acteur principal dans cette région au cœur de l'Eurasie et un pôle de pouvoir indépendant, au même titre que les États-Unis ou la Chine. Bien qu'il n'ait pas réellement l'intention de restaurer l'Union soviétique, le Kremlin reste déterminé à préserver son droit de regard sur les affaires des anciennes républiques soviétiques.

Cependant, les ambitions russes rencontrent de nombreux obstacles. Certains États d'Asie centrale, comme le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, ne sont plus des marionnettes passives dans le jeu des « grandes puissances », mais des acteurs gagnant progressivement en assurance. En outre, les États-Unis resteront un acteur central dans la région même après le retrait des troupes de l'OTAN d'Afghanistan. La Chine, elle, transforme son influente puissance économique en présence stratégique de plus en plus affirmée. Malgré le roulement des tambours autour du projet d'Union eurasiatique, la position de Moscou dans la région s'affaiblit. Sa capacité de coercition a baissé de manière significative, la concurrence se durcit et les menaces pour la sécurité nationale russe semblent se multiplier. Moscou devra donc consacrer beaucoup d'efforts pour éviter que son influence décline fortement en Asie centrale.

Sommaire

INTRODUCTION	5
L'IMPORTANCE DE L'ASIE CENTRALE	7
DESSEIN STRATÉGIQUE	7
L'IMPÉRATIF DE SÉCURITÉ.....	8
CONVERGENCE POLITIQUE.....	9
L'EXCEPTION KAZAKHE	9
LES GRANDES AMBITIONS RUSSES.....	11
LA PRIMAUTÉ DE L'INFLUENCE STRATÉGIQUE RUSSE.....	11
LA GESTION DE LA SÉCURITÉ RÉGIONALE	12
SOUTIEN AUX RÉGIMES AUTORITAIRES.....	14
MÉTHODES CLASSIQUES ET MODERNES	15
DES CONSÉQUENCES IMPRÉVUES	18
LE DÉCLIN DE L'INFLUENCE STRATÉGIQUE RUSSE	18
UN ENVIRONNEMENT SÉCURITAIRE DÉGRADÉ.....	19
AUTORITARISME CONTRE SOUVERAINETÉ NATIONALE	20
UN AVENIR INCERTAIN.....	22
CONTINUITÉ GÉNÉRALE	22
LE DÉSIR IMPÉRIAL DE REVANCHE	23
RÉAJUSTEMENT POLITIQUE	24
RIEN N'EST JOUÉ	26

Introduction

Depuis deux décennies, l'Asie centrale postsoviétique ne faisait pas partie des priorités de la politique étrangère russe. La région a été largement ignorée par Boris Eltsine dans les années 1990 et, sous la présidence de Vladimir Poutine, elle a bénéficié d'une moindre attention que les pays slaves (Ukraine et Biélorussie) ou le Sud Caucase (Géorgie, Azerbaïdjan et Arménie). L'intérêt pour la région dépendait d'intérêts plus larges de Moscou. Arène mineure pour la relation russo-américaine, l'Asie centrale restait secondaire dans le dessein stratégique russe.

Certains signes indiquent pourtant que la situation évolue. Les derniers événements, tant à l'intérieur de la région qu'en dehors, convergent vers une sorte de « tempête parfaite ». La crise dans les relations entre l'Occident et la Russie, le « pivot vers l'Est »¹ de cette dernière, le retrait des troupes américaines et de l'OTAN d'Afghanistan, l'expansion économique chinoise en Asie centrale, le caractère incertain de la succession politique au Kazakhstan et en Ouzbékistan : tous ces éléments fournissent à la fois une raison et une opportunité pour la Russie de s'impliquer plus sérieusement dans les affaires de la région.

Le présent article soulève cinq questions. Premièrement, quelle est aujourd'hui la place de l'Asie centrale dans la politique extérieure russe ? Quelle importance revêt-elle pour Vladimir Poutine et pour quelles raisons ? Ici, il est nécessaire de distinguer l'importance pour le Kremlin d'un espace centre-asiatique unifié (*prostranstvo*), qui contraste avec la relation houleuse de Moscou avec les cinq ex-républiques soviétiques.

Deuxièmement, quel but Moscou poursuit-elle en Asie centrale ? Possède-elle une stratégie cohérente avec des objectifs clairement définis ou se contente-elle de réagir et d'improviser en fonction des nouveaux événements ? Les décideurs politiques russes ont pour habitude de parler d'« intérêts permanents » dans la région, cependant dans la réalité est toujours plus complexe et comprends certains principes et reflexes établis ainsi qu'une dose d'opportunisme ou de pragmatisme.

Traduit de l'anglais par Ekaterina Tsaregorodseva.

¹ B. Lo, « Russia's Eastern Direction - Distinguishing the Real from the Virtual », *Russie.Nei.Reports*, n°17, janvier 2014, <www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=7952&id_provenance=97>.

Troisièmement, comment la Russie gère-t-elle ses intérêts ? Les moyens de contrôle « classiques » ne suffisent plus à l'époque postsoviétique. Implicitement, on accepte le fait de devoir employer des méthodes plus variées, tant au niveau des relations multilatérales que bilatérales. Il est alors nécessaire de savoir si cela indique l'évolution de la mentalité du Kremlin vers une attitude moins patriarcale ou « impériale », ou seulement de la nécessité de méthodes plus « modernes » dans un environnement régional chaotique.

Quatrièmement, quelles sont les conséquences de la politique menée par la Russie ? On a beaucoup discuté récemment du talent diplomatique de Vladimir Poutine et de la réémergence d'une influence russe en Eurasie postsoviétique. À de nombreux égards, l'Asie centrale, moins développée et plus éloignée de l'influence occidentale, pourrait sembler particulièrement réceptive à la politique de la Russie réémergente. Mais dans quelle mesure le Kremlin a-t-il réellement accompli dans la région ses aspirations politiques, économiques, normatives et sécuritaires ?

Enfin, que réserve le futur pour la politique russe en Asie centrale ? À cet égard, deux enjeux coexistent. Le premier est de savoir si la Russie finira par renoncer à son héritage impérialiste et se transformera en puissance post-impériale. Le second concerne la position russe dans la région. Bien que l'hégémonie (dans le sens classique du terme) russe n'existe plus, le pays restera-t-il l'acteur principal dans la région ? Ou allons-nous assister au déclin inexorable de l'influence russe ?²

² Voir M. B. Olcott, « China's Unmatched Influence in Central Asia », Fondation Carnegie pour la paix internationale, 18 septembre 2013, <<http://carnegieendowment.org/2013/09/18/china-s-unmatched-influence-in-central-asia>>.

L'importance de l'Asie centrale

Il est inutile de préciser que l'Asie centrale est bien plus qu'une arène secondaire pour la politique étrangère russe. D'un point de vue géopolitique, la vision du monde de Moscou demeure américano-centrée et, dans une moindre mesure, sino-centrée. En matière économique, les Russes restent tournés principalement vers l'Europe³. Enfin, d'un point de vue historique et civilisationnel, la Russie s'investit bien plus dans les affaires des ex-républiques soviétiques d'Europe de l'Est, comme l'illustre la crise ukrainienne de 2014.

Cependant, l'Asie centrale recommence à attirer l'attention de Moscou. L'évolution régionale et les relations entre la Russie et les pays centre-asiatiques revêtent une véritable importance. Pour Moscou, le rôle de la région ne cessera de croître. Ce changement d'attitude de la part du Kremlin est dû aux objectifs géopolitiques de ce dernier, à ses inquiétudes en matière de sécurité nationale, et aux idées de convergence politique et d'« unité civilisationnelle »⁴.

Dessein stratégique

Parmi les raisons citées, la plus importante est d'ordre instrumental. En effet, l'Asie centrale est importante car il s'agit d'une zone pivot au cœur du gigantesque continent eurasiatique, fondamentale pour la perception de la Russie comme une grande puissance globale. Pour reformuler l'expression de Mackinder qui date du début du XX^e siècle : celui qui domine l'Asie centrale contrôle le cœur du continent eurasiatique (Heartland)⁵. Bien des choses ont changé

³ En 2013, l'UE représentait 48,5 % du commerce extérieur russe, c'est-à-dire cinq fois plus que la part de la Chine (10,7 %). Voir : Commission européenne, Direction générale Commerce, « European Union, Trade with Russia », 27 août 2014, <http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2006/september/tradoc_113440.pdf>.

⁴ D'après le discours de S. Lavrov au ministère russe des Affaires étrangères en décembre 2008. Cité dans : D. Trenin, « Russia's Spheres of Interest, not Influence », *The Washington Quarterly*, septembre 2009.

⁵ Dans son étude intitulée *Idéaux démocratiques et réalité*, Mackinder affirme : « Celui qui tient l'Europe orientale tient le Heartland, qui tient le Heartland domine l'île mondiale, qui domine l'île mondiale domine le monde », H. Mackinder, *Democratic Ideals and Realities*, National Defense University, Washington, 1996, première publication en 1919.

depuis le siècle dernier, à commencer par le statut des pays d'Asie centrale, devenus républiques indépendantes. Leur situation géographique au cœur du continent eurasiatique continue néanmoins de soutenir la vision qu'a le Kremlin de la géopolitique régionale et plus généralement du système international.

Ces considérations sont d'autant plus pertinentes aujourd'hui après la crise financière mondiale et les déboires américains en Iraq et Afghanistan. Dans la vision russe du monde multipolaire (ou du « système polycentrique des relations internationales ») il existe essentiellement trois pôles mondiaux de puissance « indépendants » : les États-Unis, la Chine et la Russie⁶. Les États-Unis sont les leaders du monde occidental ; la Chine gagne peu à peu en influence dans l'Orient : selon cette logique, la Russie devrait elle aussi posséder son « espace » stratégique ou sa sphère d'influence. En d'autres termes, être une grande puissance dans l'ordre mondial post-américain requiert d'être une « superpuissance régionale »⁷. Les enjeux de sa relation avec les pays d'Asie centrale en sont d'autant plus cruciaux.

L'impératif de sécurité

Moscou a également d'autres raisons, plus spécifiques, de s'intéresser de plus près à l'Asie centrale. La principale est la menace d'instabilité dans la région, historiquement considérée comme le « *soft underbelly* » de la Russie (certes un cliché, mais qui n'en reste pas moins vrai)⁸. La réduction de la présence militaire américaine et le retrait des troupes de l'OTAN d'Afghanistan, la ténacité des Talibans, l'expansion de l'extrémisme islamiste et les ravages du trafic de drogue : tous ces facteurs justifient de manière convaincante l'augmentation de l'implication sécuritaire de la Russie.

Les préoccupations russes sont alimentées par la fragilité évidente de plusieurs républiques d'Asie centrale, en particulier le Tadjikistan et le Kirghizstan, et aux inquiétudes sur la stabilité à long-terme du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan. Moscou ne croit pas en la capacité des pays d'Asie centrale de gérer les menaces

⁶ Concept de la politique extérieure de la Fédération de Russie, février 2013, <www.mid.ru/bdomp/ns-osndoc.nsf/e2f289bea62097f9c325787a0034c255/44257b100055e37d44257b3d0021fbf9!OpenDocument>.

⁷ Le terme est utilisé pour la première fois par L. Aron dans son étude « The Foreign Policy Doctrine of Postcommunist Russia and its Domestic Context », in M. Mandelbaum (dir.), *The New Russian Foreign Policy*, Council on Foreign Relations, 1998, p. 33.

⁸ Jeffrey Mankoff emploie le terme plus moderne d'« arc d'instabilité ». Voir J. Mankoff, *Russian Foreign Policy: The Return of Great Power Politics*, Rowman and Littlefield, Lanham, 2012 (deuxième édition), p. 6.

grandissantes dans la région sans sa propre implication. Bien au contraire, ces pays (à l'exception du Kazakhstan) ne sont pas perçus comme des partenaires dans la quête de stabilité régionale, mais comme partie du problème.

Convergence politique

Vladimir Poutine et d'autres membres des élites politiques russes cherchent depuis longtemps à instaurer une forme de « pensée unique » politique dans l'espace postsoviétique. Par le passé Moscou a distingué entre le modèle russe de « démocratie souveraine » et le « despotisme oriental » des régimes d'Asie centrale, mais cette distinction est depuis peu devenue toute théorique. À la suite des protestations sociales de l'hiver 2011-2012, l'élite russe tient de nouveau à la solidarité normative, non seulement dans le but de contrer l'influence subversive des idées libérales occidentales, mais aussi les influences extérieures dans leur ensemble.

Le rôle de l'Asie centrale dans ce schéma a donc crû, la région étant perçue comme la première ligne de défense des « valeurs traditionnelles » dans l'espace postsoviétique. Le problème n'est pas véritablement qu'une « révolution colorée » dans une des républiques centre-asiatiques puisse menacer le système installé par V. Poutine. Pour le Kremlin il s'agit plutôt de construire une vision du monde alternative et de renforcer sa légitimité politique afin de contrer les idées occidentales de gouvernance mondiale et d'universalisme moral. Sur le plan international, le système des BRICS sert cette cause. Sur le plan régional, cependant, il n'existe pour le moment aucun instrument similaire. Le projet d'Union eurasiatique est destiné à pallier ce *hiatus*. Cependant, pour que le projet réussisse, une plus grande convergence politique et normative sera nécessaire au niveau bilatéral, à commencer par les pays d'Asie centrale. Pour le président russe, la région fait partie d'une entité civilisationnelle et normative plus large qui s'étend de Kaliningrad à l'océan Pacifique.

L'exception kazakhe

Dans une certaine mesure, V. Poutine considère toujours les pays d'Asie centrale comme une « construction collective » avec des caractéristiques communes. Dans la pratique, toutefois, la politique étrangère russe envers l'Asie centrale tend de plus en plus à se désagréger et ressemble plutôt à un ensemble hétéroclite de relations bilatérales d'importances diverses. Ainsi, le Tadjikistan et le Kirghizstan ont un rôle relativement secondaire dans l'agenda russe, qui reste exclusivement défensif : se protéger de l'extrémisme

islamiste, renforcer la sécurité du régime existant, et contrer les influences étrangères qu'elles soient occidentales, chinoises ou islamistes. Le Turkménistan revêt une importance géoéconomique particulière : en matière énergétique, il s'agit d'une zone pivot pour les exportations de gaz à destination de l'Occident et, plus important encore, de l'Orient. Enfin, l'Ouzbékistan est un élément-clé pour les enjeux sécuritaires de la région.

Toutefois, le Kazakhstan reste la priorité de la Russie dans la région. Non seulement la relation bilatérale entre les deux pays est centrale mais Astana est aussi la pierre angulaire dans le projet plus général de Vladimir Poutine pour l'Asie centrale et l'ensemble du continent eurasiatique. Bien qu'il ne soit pas perçu comme un égal, le Kazakhstan est considéré comme un partenaire non négligeable, à la différence des autres républiques d'Asie centrale. De plus, pour V. Poutine, la relation personnelle qu'il entretient avec le président Noursoultan Nazarbaïev est bien plus chaleureuse qu'avec d'autres chefs d'État régionaux. L'attention de la communauté internationale étant focalisée sur l'Ukraine, cela crée le risque de sous-estimer l'importance vitale du Kazakhstan pour la Russie en matière de planification stratégique, de perception des menaces et de convergence politique et normative⁹.

⁹ V. Tulechov, « Kazakhstan Will Play Key Role in Russia's Foreign Policy », Valdai Discussion Club, 13 juin 2012, <http://valdaiclub.com/near_abroad/44361.html>.

Les grandes ambitions russes

La primauté de l'influence stratégique russe

Les objectifs de la Russie vis-à-vis de l'Asie centrale découlent logiquement de facteurs qui rendent la région incontournable. Ils reflètent également les difficultés et les contraintes auxquelles la Russie fait face dans la mise en œuvre de ses desseins. Concrètement, Moscou n'a pas réellement l'intention de ressusciter l'Union soviétique. Bien qu'il regrette clairement la chute de l'URSS, Vladimir Poutine est suffisamment pragmatique pour se rendre compte qu'un projet de restauration de l'Union serait voué à l'échec. L'entreprise ne susciterait aucun engouement compte tenu des fragilités politiques et du retard de développement économique des ex-républiques soviétiques, les tensions grandissantes au sein de la Russie et l'opprobre générale auquel sont sujets les projets de restauration d'empires.

L'objectif de Moscou est donc tout autre : acquérir une influence qui pourrait évoquer la relation entre la Chine impériale et les États tributaires à sa périphérie. Le but serait de s'assurer que la décision politique dans ces pays est bien encadrée et en accord avec certaines « règles ». Parmi ces dernières, la règle principale serait que les intérêts russes priment, surtout en matière de politique étrangère et de sécurité. Avant tout, cela signifierait que les républiques d'Asie centrale ne pourraient pas s'allier avec d'autres puissances, principalement les États-Unis et l'OTAN, mais aussi l'Union européenne, la Chine, l'Iran et la Turquie. Pour Moscou l'idéal serait que les pays d'Asie centrale rejoignent les projets d'intégration menés par la Russie, tels que l'Union économique eurasiatique (EEU) ou l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). Les modalités d'intégration ne sont pas importantes, l'essentiel pour Moscou étant que les républiques d'Asie centrale ne s'alignent sur aucun pays, sauf la Russie. La conviction du Kremlin d'avoir des droits sur les ex-républiques soviétiques évoque la doctrine Brejnev de « souveraineté limitée » pendant la guerre froide. Selon cette dernière, les États-signataires du pacte de Varsovie étaient officiellement considérés comme indépendants et jouissaient même d'une certaine autonomie, mais en matière de stratégie devaient se conformer aux directives russes.

De manière similaire, Moscou cherche à décourager, ou du moins à canaliser, l'implication d'acteurs extérieurs dans les affaires de la région. Le Kremlin ne se leurre pas sur la possibilité d'éradiquer cette influence étrangère, mais il considère avoir le pouvoir et le *droit* de façonner ces interactions. Dans la pratique, cela signifie deux choses : Moscou pousse les partenaires étrangers vers une coopération économique plutôt que sécuritaire, et favorise les interactions avec la Chine et d'autres pays non-occidentaux plutôt qu'avec les pays européens et les États-Unis. La préférence russe vis-à-vis de la Chine est confortée par le fait que Pékin ait renoncé à toute ambition stratégique, limité son engagement dans les questions de sécurité en Asie centrale et soutient la Russie en tant que leader régional. Ce profil bas de la Chine a porté ses fruits : la Russie n'a pratiquement pas fait objection aux grands projets énergétiques chinois, comme le gazoduc d'Asie centrale (Central Asia Gas Pipeline, CAGP). Pour le Kremlin, il est préférable que le gaz turkmène soit livré sur le marché chinois à l'est, plutôt qu'il entre en compétition avec Gazprom en Europe *via* des gazoducs qui contourneraient la Russie (comme le Transcaspien ou précédemment le Nabucco).

La gestion de la sécurité régionale

Le renforcement de la sécurité régionale est un objectif évidemment louable. Officiellement il est exprimé par le concept de lutte contre « trois grands maux » : terrorisme, séparatisme et extrémisme. Pour Moscou, la priorité consiste à protéger la Russie des effets d'une potentielle instabilité régionale. Concrètement, cela revient à limiter l'expansion de l'extrémisme islamiste sur le territoire russe, supprimer le narcotraffic à destination de la Russie et renforcer les régimes autoritaires d'Asie centrale.

La gestion de la sécurité régionale s'est néanmoins révélée particulièrement complexe pour la politique russe. Durant les quinze dernières années, V. Poutine a non sans difficulté tenté de concilier impératifs de sécurité et objectifs géopolitiques. À la suite des attentats du 11 septembre 2001, le président a décidé que le soutien de la Russie à l'intervention américaine en Afghanistan servirait les intérêts russes. Il a donc ignoré les objections émises par son entourage, y compris Sergueï Ivanov, ministre de la Défense à l'époque, contre l'installation de bases américaines en Ouzbékistan et au Kirghizstan. Un revirement de situation ne se fit cependant pas attendre. En 2004-2005, les désavantages géopolitiques liés à la présence américaine, qui semblait alors de long-terme, ont fini par triompher des avantages en matière de sécurité. La Russie fut donc le principal initiateur de la publication d'un communiqué appelant à la fermeture des bases américaines en Asie centrale, lors du sommet

de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) à Astana en 2005.

Ce changement dans l'attitude russe démontre que la balance entre intérêts géopolitiques et enjeux sécuritaires est déterminée non seulement par la conjoncture régionale, mais aussi par l'état des relations entre la Russie et les États-Unis, et le contexte international global. D'un côté, la présence militaire américaine en Afghanistan et en Asie centrale a été perçue comme essentielle à l'endigement de l'extrémisme islamiste. D'un autre côté, l'intervention américaine a redessiné la carte géopolitique du continent eurasiatique. Elle a fragilisé la position de la Russie, jadis hégémonique, et a contribué (bien qu'involontairement) à l'expansion fulgurante de l'influence économique chinoise et à l'assurance plus marquée des républiques d'Asie centrale.

Ces tensions ont abouti à une attitude défaitiste et contradictoire de la part de la Russie. Ainsi, le ministre des affaires étrangères russe Sergueï Lavrov a reproché à l'Alliance nord-atlantique de poser des « délais artificiels » pour le retrait (précipité) de ses troupes¹⁰. D'un autre côté, Moscou a accusé les États-Unis et l'OTAN de rester plus longtemps que nécessaire en Asie centrale, et a réussi à obtenir du Kirghizstan que celui-ci mette fin au bail de la base militaire et au centre de transition américains à Manas¹¹. Le Kremlin a également rejeté sur Washington la faute d'une hausse substantielle de la production d'opium et d'héroïne en Afghanistan et l'augmentation de leur trafic vers la Russie¹². Cela dit, Moscou a bloqué les propositions américaines de mise en place d'un réseau de centres de lutte contre le trafic de stupéfiants dans les pays d'Asie centrale¹³. La Russie fulmine contre la menace des « trois grands maux », mais sa préoccupation immédiate reste la réceptivité aux idées libérales occidentales, comme le démontrent les dernières initiatives russes pour le renforcement de la sécurité internationale de l'information¹⁴.

¹⁰ « Sergei Lavrov Criticizes NATO Policy Towards Afghanistan », *Afghanistan.ru*, 21 avril 2012, <<http://en.afghanistan.ru/doc/353.html>>.

¹¹ La base a finalement fermé en juin 2014.

¹² « Putin Criticizes ISAF for Afghan Drug Threat Inaction », *RIA-Novosti*, 8 mai 2013, <<http://sputniknews.com/russia/20130508/181039938/Putin-Criticizes-ISAF-for-Afghan-Drug-Threat-Inaction.html>>.

¹³ R. Solash, « Russia Said to Block U.S. Drug Plan Amid Wariness over Central Asian Influence », *Radio Free Europe / RadioLiberty*, 17 février 2013, <www.rferl.org/content/russia_reportedly_blocks_us_plan_central_asia_opium_drugs_narcotics_afghanistan/24488075.html>.

¹⁴ Voir la déclaration des chefs d'États des pays-membres de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) lors du Sommet à Douchanbé le 12 septembre 2014, <www.tajikembassy.in/downloads/Dushanbe_Declaration-2014.pdf>. Il s'agit là d'une proposition de l'OCS sur « Les codes de bonne conduite dans le domaine de la sécurité internationale de l'information ».

Soutien aux régimes autoritaires

L'intervention militaire russe en Ukraine a démontré l'aversion de Vladimir Poutine pour la démocratie populaire et jusqu'où il est capable d'aller pour préserver les rapports de force existants. En Asie centrale, la probabilité d'une révolution populaire semblable à celles connues par l'Ukraine et la Géorgie reste faible (la « Révolution des Tulipes » au Kirghizstan en 2010 n'a été qu'une révolution de palais). Les conséquences désastreuses des soulèvements des « printemps arabes » n'ont fait que conforter les régimes existants, tout en réduisant l'intérêt de l'Occident pour une démocratisation de la région. Le Kremlin s'attache néanmoins à maintenir des liens transnationaux avec les élites politiques des républiques d'Asie centrale dans le but d'y préserver un cercle d'intérêts personnels. Ce dernier n'a pas pour objectif de contrer un « danger évident et immédiat », mais plutôt de créer les conditions dans lesquelles la supposée menace de démocratisation n'existerait plus.

De même, le Kremlin considère ce genre de concordat, *de facto* autoritaire, comme complémentaire à la poursuite de ses objectifs géopolitiques. V. Poutine espère que la convergence politique et normative entre la Russie et les républiques d'Asie centrale amènera à une approche plus intégrée vis-à-vis de l'Occident en particulier, comme le consensus libéral occidental avait jadis posé les bases pour le rayonnement international considérable de l'OTAN et de l'UE. En soulignant leur histoire commune et les valeurs partagées par la Russie et l'Asie centrale, Vladimir Poutine cherche à susciter un sentiment de solidarité plus fort entre ces pays¹⁵.

Dans cette entreprise, l'« unité civilisationnelle » joue certes un rôle secondaire, mais n'en reste pas moins importante. L'objectif de Moscou n'est pas tant évangélique qu'instrumental. Alors que la propagation de la culture russe en elle-même est souhaitable, ce n'est qu'un but secondaire. L'objectif principal est de créer, en Eurasie postsoviétique et autour de Moscou, un consensus, dont les différents aspects (stratégique, politique, économique et civilisationnel) se renforceraient mutuellement.

¹⁵ Dans sa première présentation de l'Union eurasiatique, Vladimir Poutine écrit : « Les temps actuels appellent à une intégration renforcée qui reposerait sur de nouvelles valeurs et de nouvelles fondations politiques et économiques. Nous proposons la création d'une puissante association supranationale qui pourrait devenir un des pôles de puissance du monde moderne », *Izvestiya*, 10 octobre 2011, <www.russianmission.eu/en/news/article-prime-minister-vladimir-putin-new-integration-project-eurasia-future-making-izvestia-3->>.

Méthodes classiques et modernes

Pour Moscou, faire valoir ses intérêts dans un environnement régional et international en constante évolution requiert une approche multidimensionnelle. Cela signifie la nécessité d'employer à la fois différentes formes de « *soft power* » et des moyens plus classiques d'influence politique et militaire ; de se tourner vers des mécanismes multilatéraux en plus des relations bilatérales ; et de se livrer à un jeu d'équilibre géopolitique autant au niveau régional qu'international.

L'instrument principal du Kremlin dans sa relation avec l'Asie centrale est le renforcement des rapports entre les élites politiques, et surtout des liens entre Vladimir Poutine et ses homologues directs. Les institutions politiques des États d'Asie centrale sont faibles et la décision politique y dépend fortement de la personnalité des hommes au pouvoir. Les réseaux bilatéraux transnationaux (ou même « trans-impériaux »¹⁶) sont donc d'importantes courroies de transmission de la volonté de Moscou. Ainsi, le projet d'UEE et son prédécesseur l'Union douanière, n'auraient jamais pu démarrer sans le soutien résolu du président kazakh Nazarbaïev. De la même manière, les raisons principales de la résurgence de l'influence russe au Kirghizstan sont le soutien de V. Poutine au président Almazbek Atambaev et la dépendance de ce dernier de la bonne volonté du Kremlin. Réciproquement, le pouvoir de pression russe est plus faible dans les pays où ce genre de rapports interpersonnels n'existe pas, comme en Ouzbékistan et au Turkménistan. Malgré cela, la Russie y garde une réelle influence du fait des liens étroits entre les structures de force et les cercles militaires.

L'usage d'instruments économiques s'avère également crucial. Certes, lors de la crise ukrainienne, on a pu voir que le Kremlin reste convaincu de l'utilité de la force militaire. Cependant la plupart du temps Moscou considère la cooptation plus efficace que la contrainte. La Russie poursuit donc plusieurs objectifs interconnectés : la promotion d'une interdépendance naturelle qui daterait des temps soviétiques et impériaux, face à une mondialisation à l'occidentale ; une aide technique substantielle¹⁷ ;

¹⁶ C. Wallander, « Russian Transimperialism and Its Implications », *The Washington Quarterly*, vol. 3, n°2, printemps 2007.

¹⁷ Un exemple notable est le financement et la construction du barrage sur la rivière Naryn au Kirghizstan. D'après « Russian Control of Central Asian Dams "Risks Full Conflict with Uzbekistan" », *acquaNOW.info*, 27 septembre 2012, <www.ooskanews.com/daily-water-briefing/russian-control-central-asian-dams-risks-full-conflict-uzbekistan_24527>.

l'emploi de millions de travailleurs émigrés, dont les salaires constituent un élément essentiel pour la survie de plusieurs économies régionales (Kirghizstan et Tadjikistan en particulier)¹⁸ ; le rapprochement des liens entre les grands groupes d'intérêts économiques.

Moscou reste très attachée à la diplomatie militaire. Cela se manifeste principalement par la présence d'un contingent russe considérable au Tadjikistan et l'existence de bases militaires importantes telles que Kant au Kirghizstan et Ayni au Tadjikistan. Ici, le calcul est différent de celui derrière le déploiement des troupes en Ukraine, Géorgie ou Moldavie, où il s'agit de mettre sous pression Kiev, Tbilissi et Chisinau respectivement. En Asie centrale les troupes russes ont pour objectif de soutenir les régimes politiques existants, ainsi que de souligner le caractère indispensable de la Russie. Les programmes d'assistance militaire assurent des fonctions analogues, en plus de resserrer les liens entre les cercles militaires et de sécurité¹⁹.

La foi du Kremlin en un monde multipolaire ne l'empêche pas d'exploiter les mécanismes régionaux multilatéraux. Bien au contraire, ces derniers lui permettent de faciliter et de légitimer la poursuite des intérêts nationaux russes. Ainsi, l'OTSC et l'Union eurasiatique remplissent des rôles plus ou moins similaires à ceux du pacte de Varsovie ou du Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON) à l'époque de la guerre froide. Aujourd'hui, la force de cohésion de ces organisations ne repose pas sur leur contribution (négligeable) à la sécurité nationale russe et sa prospérité économique. L'intégration régionale en tant que telle est d'ailleurs un concept peu attirant pour Moscou. Tout l'intérêt de ces organisations réside dans le fait qu'elles contribuent aux objectifs stratégiques du Kremlin : une Eurasie postsoviétique sous tutelle de Moscou et une Russie comme pôle de puissance indépendant au sein du système international.

L'attitude de Moscou envers l'Organisation de coopération de Shanghai illustre cette volonté d'instrumentalisation. L'OCS est l'entité multilatérale qui compte le plus d'adhérents en Asie centrale. Si le Kremlin considère parfois l'OCS utile, surtout quand il s'agit de remettre en question la légitimité des institutions et politiques occidentales, il n'a cependant aucun intérêt à ce que l'OCS deviennent un véritable moteur d'intégration régionale. Une telle

¹⁸ 700 000 travailleurs émigrés du Kirghizstan en Russie transfèrent vers leur pays d'origine une somme estimée à \$2 milliards tous les ans. D'après A. Malachenko, « Kyrgyzstan: a White Ship Amidst the Ice of Post-Soviet Authoritarianism », Centre Carnegie de Moscou, vol. 14, n°2, 2012, p. 7-8. De même, les salaires des émigrés constituent 45 % du PIB du Tadjikistan. D'après A. Malachenko, « Tajikistan: Civil War's Long Echo », briefing du Centre Carnegie à Moscou, vol. 14, n°3, avril 2012, p. 9.

¹⁹ « Russia to Give Tajikistan and Kyrgyzstan Free Military Equipment », *East Time*, 12 avril 2014, <<http://easttime.info/news/kyrgyzstan/russia-give-tajikistan-and-kyrgyzstan-free-military-equipment>>.

intégration serait impulsée selon la volonté d'autres acteurs et non pas celle de Moscou. L'influence chinoise sur les pays de l'OSC n'a pas sa place dans le projet eurasiatique de V. Poutine. Par conséquent, la Russie a bloqué les tentatives de Pékin d'instaurer une zone de libre-échange dans le cadre de l'OCS²⁰.

La diplomatie culturelle reste un moyen non négligeable pour promouvoir les intérêts russes, non sans l'objectif de tenir tête à l'influence économique grandissante de la Chine. L'accent sur l'« unité civilisationnelle » et les valeurs partagées contribue au projet d'une Eurasie sous tutelle russe. À travers la diffusion de sa culture populaire (comme des programmes télévisés) et de sa version de l'actualité auprès d'une large audience régionale, la Russie espère répandre un « consensus de Moscou », dont les effets seraient similaires à ceux du fameux « consensus de Pékin » – s'il existe. Le message véhiculé est que la culture russe et ses valeurs sont bien mieux adaptées aux pays d'Asie centrale que les « valeurs destructrices » occidentales ou celles du néoconfucianisme chinois, étrangères à la culture régionale.

²⁰ H. Zhao, « China-Russia Relations in Central Asia », journal en ligne *The ASAN Forum*, 22 novembre 2013, <www.theasanforum.org/china-russia-relations-in-central-asia/>.

Des conséquences imprévues

L'investissement de temps, d'efforts et de ressources n'a pas encore porté ses fruits. Si l'on dresse le bilan de l'action russe et qu'on le confronte aux objectifs énoncés précédemment (contrôle géopolitique, sécurité régionale, solidarité envers les régimes autoritaires), les échecs et les revers sont plus nombreux que les réussites. En outre, les résultats qui ont été atteints sont fragiles et mitigés, alors que certaines tendances négatives s'affirment de façon croissante dans la région.

Le déclin de l'influence stratégique russe

Depuis dix ou quinze ans, le spectre politique en Asie centrale est devenu beaucoup plus varié et la région moins stable. La Russie a perdu sa position de leader incontesté. Les États asiatiques ne sont plus seulement les sujets passifs de sa diplomatie de grande puissance, mais des acteurs politiques de plus en plus affirmés et protecteurs de leur souveraineté. Même les États les plus fragiles, Tadjikistan et Kirghizstan, jouissent désormais d'une flexibilité stratégique qui aurait été inimaginable dans les années 1990. Le Turkménistan s'oriente vers la Chine, l'Ouzbékistan tantôt courtise les États-Unis, tantôt s'oppose à la Russie, et le Kazakhstan a habilement sauvegardé sa politique tri-directionnelle envers la Russie, la Chine et l'Occident.

Vladimir Poutine a maintenu l'élan institutionnel derrière son projet d'Union eurasiatique et a consolidé la présence militaire russe au Tadjikistan et Kirghizstan. De manière générale, cependant, la tendance politique en Asie centrale et Eurasie n'est pas favorable à la Russie. Les États-Unis resteront un acteur central dans la région, d'autant plus que le pays a signé un traité de sécurité avec l'Afghanistan²¹. Quant à la Chine, elle est le premier acteur économique en Asie centrale, en particulier dans le secteur énergétique. D'autres acteurs, comme la Turquie, l'Iran, l'Inde, le Pakistan ou le Japon, deviennent de plus en plus actifs dans la

²¹ M. Stancati, N. Hodge, « Afghanistan Signs Security Treaty with US, NATO » *The Wall Street Journal*, 30 septembre 2014, <<http://online.wsj.com/articles/u-s-afghan-bilateral-security-agreement-signed-1412076436>>.

région. Plus crucial encore, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan prennent leurs distances avec le projet russe d'intégration et se tournent vers d'autres puissances extérieures. Les deux pays ont conclu d'importants accords économiques avec la Chine²². L'Ouzbékistan a autorisé l'ouverture d'un bureau de liaison de l'OTAN à Tachkent et continue de dénoncer les ambitions impériales de Moscou²³. Le Kazakhstan a ouvertement critiqué la politisation de l'UEE et a mis en garde contre toute tentative d'empiéter sur sa souveraineté nationale²⁴.

L'idée que la Russie puisse se constituer un espace stratégique dédié pour affirmer la primauté de son pouvoir semble irréaliste, de même que les aspirations du pays à devenir un pôle de puissance global « indépendant » au même rang que les États-Unis et la Chine. En réalité, l'influence géopolitique de la Russie en Eurasie est aujourd'hui probablement au plus bas depuis l'effondrement de l'URSS. Pour la Russie, il est de plus en plus difficile d'atteindre ses objectifs stratégiques ; et les obstacles auxquels elle doit faire face sont plus importants que jamais.

Un environnement sécuritaire dégradé

Moscou a privilégié la poursuite de ses objectifs géopolitiques au détriment des questions de sécurité. La situation sécuritaire dans la région s'en est donc trouvée dégradée. Dans ce domaine il n'existe pas de stratégie russe clairement définie, mais plutôt une série de mesures *ad hoc* qui n'ont contribué que marginalement à la création d'un environnement plus sûr. Cela illustre dans une large mesure les limites de l'influence russe en Asie centrale : Moscou n'a aucun moyen probant de s'affirmer en tant que garant de la sécurité dans la région, que ce soit dans ses relations bilatérales ou dans le cadre d'organisations comme l'OTSC.

La situation est similaire en ce qui concerne les efforts pour contenir la menace islamique. Si celle-ci n'a pas encore gagné le Tatarstan, autour de la Volga, ce n'est pas le fait des mesures prises par Moscou. Les récentes activités de l'État islamique (EI) ont montré

²² La visite du président chinois Xi Jinping au Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan et Kirghizstan en septembre 2013 s'est soldée par la signature d'accords d'une valeur de \$30 milliards avec Astana et d'accords d'une valeur de \$15 milliards avec Tachkent. Voir T. Balmforth, « Kremlin Calm as China's Clout Rises in Russia's Backyard », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 12 septembre 2013, <www.rferl.org/content/russia-calm-china-central-asia-influence/25104383.html>.

²³ Voir M. Laumulin, « Virtual Security of Central Asia », *Russia in Global Affairs*, 7 octobre 2012, <<http://eng.globalaffairs.ru/number/Virtual-Security-of-Central-Asia-15694>>.

²⁴ V. Tulechov, « Kazakhstan Will Play Key Role... », [2] ; S. Akimbekov, « Needless Rush: Another Look at Eurasian Integration », *Russia in Global Affairs*, 21 mars 2014, <<http://eng.globalaffairs.ru/number/Needless-Rush-16499>>.

que c'est au Moyen-Orient que les islamistes radicaux sont les plus actifs. Cela a pour effet imprévu d'assurer que la Russie restera une cible de faible priorité pour le financement et les effectifs terroristes. En revanche, la position ambiguë du Kremlin sur la lutte contre le trafic de stupéfiants n'a fait que fortement aggraver la situation dans ce domaine. Durant ces dernières années, la Russie est passé du statut d'« itinéraire de transit » à celui de « destination première » pour le trafic d'héroïne produite en Afghanistan²⁵. Aujourd'hui, le nombre de consommateurs de drogues en Russie est officiellement estimé à 1,7 million et la fréquence des maladies liées à la consommation de drogues, comme le SIDA et le VIH, a augmenté considérablement²⁶.

Autoritarisme contre souveraineté nationale

Dans une certaine mesure, Moscou a réussi à imposer en Asie centrale une sorte de « pensée unique » autoritaire. La probabilité d'une révolution de couleur ou d'un Maïdan à l'ukrainienne y demeure très faible et la tendance est au reflux de l'idée de démocratisation. Cependant, cette « réussite » a pour corollaire une envie plus forte chez les autocrates locaux de préserver leur souveraineté, autant nationale que personnelle²⁷. Ils deviennent donc de plus en plus méfiants quant à l'agenda intégrationniste de Moscou²⁸. En ce sens, la crise ukrainienne a eu principalement deux effets malheureux pour V. Poutine. Elle a freiné l'élan de l'Union eurasiatique. Elle a également accéléré le « pivot vers l'extérieur » du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et du Turkménistan. D'ailleurs, le fait que N. Nazarbaïev, auteur du volet économique de l'Union eurasiatique, se soit désintéressé du projet en dit long, et cela malgré le soutien public du président kazakh à la Russie sur la question ukrainienne²⁹.

²⁵ D'après le Service fédéral russe de contrôle du trafic de stupéfiants, les autorités ont saisi 2,6 tonnes d'héroïne en 2013, soit 20 % de plus que l'année précédente. D'après « More than 60 kg of heroin worth \$500 seized in Siberia », *ITAR-TASS*, 23 octobre 2014, <<http://en.itar-tass.com/russia/755981>>.

²⁶ I. Netchepourenko, « Russia Fights Addiction to Afghan Heroin », *The Moscow Times*, 27 mai 2013, <www.themoscowtimes.com/news/article/russia-fights-addiction-to-afghan-heroin/480593.html>.

²⁷ I. Torbakov souligne à juste titre que le « pouvoir autoritaire est *indivisible* : il ne peut être transféré ou délégué à une entité supranationale ». D'après « What Does Russia Want? Investigating the Interrelationship between Moscow's Domestic and Foreign Policy », *DGAP Analyse*, n°1, mai 2011, p. 11.

²⁸ A. Wood, « A Russian Requiem », commentaire d'un expert du *think tank* Chatham House, 8 avril 2014, <www.chathamhouse.org/media/comment/view/198918>.

²⁹ Le Kazakhstan a rejeté l'idée d'un parlement eurasiatique et a déclaré que le pays ne délèguera pas sa politique commerciale à l'Union eurasiatique. D'après le ministère des Affaires étrangères du Kazakhstan, voir *Astana Calling*, n°336, 10 janvier 2014, p. 4, <http://kazembassy.no/uploads/file/Astana%20Calling%20No_336%282%29.pdf>.

En somme, la convergence normative s'est révélée utile pour calmer les inquiétudes russes quant à de possibles soulèvements à vocation démocratique dans la région. Cependant, cela n'a pas rendu les États d'Asie centrale plus perméables à la politique russe, le Kirghizstan et le Tadjikistan faisant en partie exception. À l'instar des États-Unis, qui ont découvert que l'exportation de la culture populaire américaine et du consumérisme vers des pays en développement ne rend pas ces derniers plus réceptifs à la démocratie libérale, la Russie réalise aujourd'hui que le fait d'apprécier la télévision russe ne se traduit pas automatiquement par l'adhésion massive des républiques d'Asie centrale au grand espace russe.

Un avenir incertain

Il est difficile de prédire l'avenir de la politique russe vis-à-vis de l'Asie centrale et en Asie centrale car les variables sont multiples : l'imprévisibilité de la politique intérieure russe, les résultats de la succession au pouvoir au Kazakhstan et en Ouzbékistan, la situation sécuritaire en Afghanistan, la relation entre Russie et Occident (en particulier les États-Unis), l'évolution du partenariat sino-russe. Tous ces facteurs, qu'ils soient combinés ou pris séparément, peuvent changer la donne à tout moment. Il semble donc plus pertinent d'examiner l'avenir selon trois scénarios possibles : la continuité de la politique actuelle, le « revanchisme » impérial et un réajustement politique.

Continuité générale

Le scénario de la continuité est un classique de l'analyse politique et manque cruellement d'imagination³⁰. Néanmoins, plusieurs raisons permettent de penser que ce scénario n'est pas le plus improbable, du moins pour la décennie à venir. La raison la plus convaincante est que la Russie de V. Poutine manque de moyens pour réaliser son programme néo-impérial ou pour adopter une approche plus moderne de son « post-impérialisme éclairé ». À la place, elle devra se contenter de ne pas céder du terrain, en collaborant avec les élites politiques centre-asiatiques, en contrant l'influence normative occidentale et en se reposant sur un mélange de coopération politique, de retenue stratégique et de compétition économique vis-à-vis de la Chine. Le déclin de l'intérêt envers l'Afghanistan et l'Asie centrale de la part de l'Occident, l'aversion du risque par les élites régionales et leur réticence à défier ouvertement Moscou, la retenue stratégique dont fait preuve Pékin pour se concentrer sur les priorités économiques : ces facteurs devraient tous contribuer à une forme de *statu quo*.

³⁰ On pourrait également penser que le raisonnement souffre de ce que Rajan Menon appelle « présentisme » (l'extrapolation infinie à partir du présent). D'après « The China-Russia Relationship: What It Involves, Where It Is Headed, and How It Matters for the United States », rapport du *think tank* Century Foundation, p. 3, <<http://72.32.39.237:8080/Plone/publications/pdfs/pb690/Menon.pdf>>.

Ce dernier repose sur l'absence de réels chocs stratégiques dans la région, comme une révolution sur le modèle ukrainien ; mais aussi sur l'endiguement des manifestations les plus violentes de l'extrémisme islamiste ; une relation plus ou moins stable (bien qu'insatisfaisante) entre la Russie et l'Occident ; un État chinois politiquement stable et prospère économiquement ; et enfin une transition politique relativement sans heurts à Astana et Tachkent, réminiscente de la succession entre Gourbangouly Berdymoukhamedov et Saparmourat Niazov au Turkménistan en 2006.

Le désir impérial de revanche

Le problème du scénario de continuité est qu'il repose sur l'hypothèse d'un concours de circonstances durable (et heureux) et sur l'espérance que le changement, s'il arrive, sera relativement progressif et doux. Ce point de vue est naïf et ne reflète en rien la turbulence des temps actuels, qui pourraient aboutir à une multiplicité de chocs stratégiques capables d'altérer le calcul politique des élites russes, centre-asiatiques et étrangères. Il est donc pertinent d'analyser quelques scénarios plus radicaux, dont la résurgence de l'impérialisme russe.

L'élément déclencheur pourrait être une mutation politique dans un ou plusieurs pays d'Asie centrale. En août 2014, V. Poutine a suggéré que le Kazakhstan était un État artificiel créé et maintenu par le président Nazarbaïev. Cette hypothèse laisse penser que, dans certaines circonstances, la Russie pourrait s'ingérer dans les affaires kazakhes³¹. Si la succession politique au Kazakhstan devait être pro-occidentale, Moscou pourrait y réagir d'une manière similaire à son intervention en Crimée et en Ukraine orientale. L'analogie présentée ici est bien entendu imparfaite, étant donnée l'importance fondamentale de l'Ukraine pour la Russie, selon les perceptions historiques et civilisationnelles de cette dernière. Mais les points communs avec l'Asie centrale sont également nombreux : l'existence d'une grande partie de population russe ethnique localisée non loin de la frontière russe. Le pourcentage de Russes ethniques au Kazakhstan dépasse celui de l'Ukraine : 23,7 % de la population totale contre 17 % seulement dans cette dernière³².

Un autre facteur risquant de changer la donne serait la volonté de la Chine de transformer son influence économique en une

³¹ « President Vladimir Putin of Russia on Kazakhstan and Its Future », *Tengri News*, 30 août 2014, <http://en.tengrinews.kz/politics_sub/President-Vladimir-Putin-of-Russia-on-Kazakhstan-and-its-future-255793/>.

³² Voir le *CIA World Factbook*, <www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2075.html#rs>.

véritable présence stratégique. Bien que la Chine ait toujours nié toute volonté de supplanter la Russie dans la région, son expansion fulgurante en Asie centrale entraîne ses propres conséquences logiques. La théorie selon laquelle les intérêts économiques pourraient être clairement distingués de leurs conséquences géopolitiques est naïve, sinon fallacieuse. Si les Chinois mettaient en œuvre leur projet de zone économique le long de la route de la Soie, ils supplanteraient rapidement la Russie comme leader politique, stratégique et économique en Asie centrale. Avantage crucial pour la Chine, le pays jouit de la proximité géographique et de relations de longue date avec l'Asie centrale, à la différence des États-Unis.

Il est improbable que Moscou laisse se dérouler un tel scénario sans réagir. Bien qu'elle cherchera à éviter le conflit, on peut s'attendre à ce que la Russie mette en place plusieurs moyens pour contrer l'influence chinoise : pression directe sur les élites centro-asiatiques ; exploitation des différents leviers de pression économiques (contrôle sur les gazoducs et oléoducs à destination de l'Occident et les millions de travailleurs immigrés en Russie) ; et renforcement de sa présence militaire dans les États d'Asie centrale, avec ou sans leur aval. Une telle escalade des tensions conduirait à un environnement régional de plus en plus risqué, qui se caractériserait par une relation sino-russe instable, des tensions pérennes entre la Russie et les États-Unis, des problèmes irrésolus en Asie centrale (querelles interétatiques, échecs de la gouvernance interne, extrémisme islamiste) et une instabilité chronique dans les pays voisins, Afghanistan et Pakistan.

Réajustement politique

Alors que la politique intérieure russe se caractérise par la résurgence d'un conservatisme autoritaire et que le pays traverse une crise profonde dans sa relation avec l'Occident, il semble inconcevable que Moscou puisse adopter une approche post-impériale envers l'Asie centrale. Cependant, ce scénario ne peut être totalement occulté. Entre autres car l'usage de la force pour exercer de son influence serait probablement infructueux, eu égard aux difficultés identifiées plus haut et surtout au désir de plus en plus fort d'indépendance chez les républiques d'Asie centrale, ainsi que l'activisme et l'impact des principaux acteurs comme la Chine.

Dans ces conditions, le Kremlin sera obligé de chercher de nouveaux moyens d'atteindre les objectifs de sa politique. Une solution possible serait l'UEE, dans une version moins centrée sur Moscou et plus équitable vis-à-vis des autres pays membres. Une autre approche, plus générale, serait la mutation de l'État russe en un modèle de bonne gouvernance et de modernisation effective. L'attraction des pays d'Asie centrale ne serait alors pas normative

(les élites locales pourraient bien au contraire s'inquiéter du spectacle de la démocratisation russe), mais plutôt politique. Un régime plus libéral à Moscou serait moins enclin à maintenir une attitude patriarcale vis-à-vis de ses relations bilatérales et à empiéter sur les intérêts des élites locales. Dans le même temps, la Russie pourrait continuer à tirer profit d'atouts de longue date, comme ses liens politiques étroits avec les élites, la complémentarité économique, les affinités culturelles et civilisationnelles, et enfin l'avantage de se distinguer d'un Occident au ton moralisateur et d'une Chine au pouvoir économique déroutant.

Rien n'est joué

Façonnée par de nombreuses influences, la relation entre la Russie et l'Asie centrale restera probablement de première importance dans les prochaines décennies. L'instabilité de l'environnement centro-asiatique actuel indique que de nombreuses évolutions sont possibles et qu'elles ne se limitent pas aux trois scénarios énoncés précédemment. L'hypothèse la plus vraisemblable est que la Russie devra faire face à un processus ardu et prolongé d'adaptation stratégique si elle veut conserver sa position en Asie centrale. Cela implique d'abord et prioritairement de traiter les États d'Asie centrale comme des partenaires pleinement souverains, et non comme d'anciens sujets de l'empire. Cela permettrait d'avoir une certaine flexibilité et ouverture quant aux modalités de coopération dans la région. De plus, la Russie pourra alors valoriser son partenariat avec l'Asie centrale en tant que tel, et non pas considérer la région exclusivement comme un théâtre du jeu des grandes puissances.

Actuellement, un tel changement dans l'attitude russe semble peu probable ou du moins lointain. La précarité régionale, un contexte international en mutation constante et la plus grande crise dans les relations Russie-Occident depuis trois décennies suggèrent que, si changement il y a, il ne sera pas pour le meilleur. Dans tous les domaines de la politique étrangère russe, y compris la question de l'Asie centrale, la conviction de V. Poutine en la justesse et même la vertu de sa politique est inébranlable. Face à des pressions internes et externes grandissantes, le premier réflexe du Kremlin est de revenir à une situation familière, c'est-à-dire chercher refuge dans une autarcie autoritaire et d'occasionnels coups de théâtre diplomatiques.

Sur le long terme, une approche aussi vide de sens est vouée à l'échec. Bien que la Russie jouisse toujours d'avantages considérables dans sa relation avec les États d'Asie centrale, ces bénéfiques sont loin d'être illimités dans le temps. Les républiques d'Asie centrale, même celles qui dysfonctionnent et sont en retard de développement, expriment une volonté de souveraineté et d'indépendance stratégique. Dans ces conditions difficiles, Moscou devra passer outre son désir de se reposer sur les traditions et son sentiment anachronique d'avoir des droits sur l'Asie centrale.